

Comment la maternité est-elle protégée dans le secteur bancaire selon la CCT ?

Réponse courte

La protection de la maternité dans le secteur bancaire repose principalement sur les dispositions du **Code du travail**, en lien avec les congés extraordinaires, (articles L.332-1 et suivants, L.337-1), qui s'appliquent pleinement aux salariées des banques. L'article L.337-1 interdit à l'employeur de licencier une femme enceinte dès la constatation médicale de la grossesse et pendant **12 semaines** après l'accouchement. La CCT Banques complète ces protections légales par le maintien des droits conventionnels (ancienneté, prime de fidélité, formation) pendant le **congé de maternité**. Le principe de faveur garantit que les dispositions les plus avantageuses s'appliquent.

Définition

La **protection de la maternité** au Luxembourg est un ensemble de garanties légales et conventionnelles destinées à protéger la femme salariée pendant la grossesse, l'accouchement et la période postnatale. Elle comprend l'**interdiction de licenciement**, le **congé de maternité** (8 semaines avant et 12 semaines après l'accouchement), le maintien de la rémunération et la protection contre toute discrimination liée à la grossesse.

Conditions d'exercice

Les protections applicables aux salariées enceintes dans le secteur bancaire sont les suivantes.

Protection	Détail
Interdiction de licenciement	Dès la constatation médicale de la grossesse et 12 semaines post-accouchement (art. <u>L.337-1</u>)
Congé de maternité	8 semaines prénatal + 12 semaines postnatal
Maintien du salaire	Indemnité pécuniaire de maternité (<u>CNS</u>)
Ancienneté	Continue de courir pendant le congé de maternité
Prime de fidélité	Maintenue si en service au 15 juin (contrat non dénoncé)
Formation	Droit maintenu, exercice différé au retour

Modalités pratiques

L'accompagnement de la maternité dans une banque s'organise comme suit.

Étape	Détail
Déclaration	La salariée informe l'employeur et produit un certificat médical
Aménagement	Possibilité d'aménagement du poste si nécessaire (travail de nuit, port de charges)
Congé prénatal	8 semaines avant la date présumée d'accouchement
Congé postnatal	12 semaines après l'accouchement
Retour	Réintégration dans le même poste ou un poste équivalent
Allaitement	Droit à des pauses d'allaitement selon le Code du travail

Pratiques et recommandations

Appliquer scrupuleusement l'interdiction de licenciement pendant la période de protection, y compris la période d'essai. Tout licenciement notifié en violation de l'article [L.337-1](#) est nul et sans effet, et la salariée peut demander sa réintégration.

Maintenir le contact avec la salariée en congé de maternité pour l'informer des évolutions organisationnelles et conventionnelles, tout en respectant son droit au repos. L'objectif est de faciliter le retour dans les meilleures conditions.

Veiller à l'absence de discrimination liée à la maternité dans les décisions de promotion, de classification et de distribution des enveloppes salariales. Les congés liés à l'âge constituent un autre dispositif protecteur. La salariée ne doit pas être pénalisée du fait de son absence pour maternité.

Cadre juridique

Les textes suivants protègent la maternité dans le secteur bancaire.

Référence	Objet
Art. L.337-1 Code du travail	Interdiction de licenciement pendant la grossesse et après l'accouchement
Art. L.332-1 et s. Code du travail	Congé de maternité et conditions de travail des femmes enceintes
Art. L.162-8 Code du travail	Application de la CCT pendant le congé de maternité
CCT Banques 2024-2026	Maintien des droits conventionnels

La protection de la maternité est d'**ordre public** et ne peut être réduite ni par la convention collective ni par le contrat individuel. La CCT Banques ne prévoit pas de dispositions spécifiques sur la maternité au-delà du droit commun, mais l'ensemble des droits conventionnels (ancienneté, prime de fidélité, présomption d'acquisition de compétences) continuent de courir pendant le congé de maternité. La nullité du licenciement permet à la salariée de demander sa réintégration dans les 15 jours suivant la notification.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.